SÉRIE CHINE

> Samedi 4
La Chine est-elle toujours un eldorado ?

> Mardi 7
Les 10 domaines où la Chine a dépassé le monde.

> Mercredi 8
Interview de la sinologue Alice Ekman.

Bill Hayton

«En Chine, l'espace pour une vérité historique est en train de se refermer complètement»

La Chine? Une invention du XXe siècle. L'essayiste britannique Bill Hayton démonte le récit nationaliste de Pékin et montre combien il sert avant tout la cause idéologique et territoriale des autorités chinoises.

Serge Quoidbach

Le récit nationaliste d'une Chine plusieurs fois millénaire n'est qu'une invention récente portée à bout de bras par des autorités qui ne rechignent pas à corrompre les faits historiques pour servir leur idéologie. C'est la thèse défendue par l'essayiste britannique Bill Hayton. Dans son livre «L'Invention de la Chine», il montre combien cette falsification de l'histoire permet aujourd'hui au président Xi Jinping de cautionner ses revendications aux yeux du monde.

Selon vous, la Chine n'avait jusqu'à récemment aucun peuple commun, aucune langue commune, aucune histoire commune, aucune race commune. Alors, qu'est-ce que la Chine?
La Chine dans sa forme actuelle, avec sa langue actuelle, sa culture, clairement oui, c'est une invention du XXe siècle. Ce que les Européens appelaient la Chine, à l'époque, était en fait une colonie de l'empire mandchou (la dynastie Qing, d'origine mandchoue, a régné entre 1644 et 1912, NDLR). Depuis, les colonisés ont reconquis l'ensemble du territoire et ont essayé d'imposer leur propre idée de la Chine.

Dans certains endroits, la recette a fonctionné, par exemple dans la région de Mandchourie où plus personne ne parle le mandchou. Au Tibet et au Xinjiang, par contre, c'est plus compliqué. La culture indigène est réprimée et on y a construit des camps de rééducation. Même au cœur de la Chine, les autorités tentent d'imposer une manière unique de parler le chinois. Un effort qui a débuté il y a plus d'un siècle. Il s'agit donc bien là d'un plan national datant du XXe siècle, visant à vendre l'image d'un État homogène.

Peut-on dire que c'est l'histoire qui l'a imposé à la Chine? Un moyen de survie face aux agressions extérieures?
À la fin du XIXe, début du XXe siècle, on parlait de darwinisme social: chaque race, blanche, jaune, noire, devait lutter pour survivre. Pour certains réformateurs chinois, il fallait copier le modèle européen: comment se défendre en tant que nation, comment écrire l'histoire, comment développer une politique langagière, comment imposer sa souveraineté.

Mon livre explique comment ces idées ont été importées d'Europe, par qui, et comment elles ont été traduites pour en constituer un héritage. L'Europe a préféré oublier ces idées parce qu'elles ont débouché sur des guerres terribles. En Chine, elles continuent à construire un récit qui en fait le quotidien de la population et permet de mieux comprendre les problèmes d'aujourd'hui: Hong Kong, Taïwan, la mer de Chine méridionale ou le Tibet.

Ce récit a également un impact aujourd'hui sur les relations internationales de la Chine...
Cet héritage a insufflé un fort sentiment de souveraineté dans la politique chinoise qui en a fait un principe absolu dans ses relations internationales. Quand la Chine parle d'une communauté d'un avenir partagé, dans des termes particulièrement vagues, elle fait référence, selon moi, à des relations internationales dictées par cette souveraineté typique du XIXe siècle: chaque État est autonome et les autres pays ne peuvent interférer dans la gestion de ses affaires intérieures. La Chine tente d'imposer cette vision au reste du monde, notamment auprès de régimes qui, comme elle, refusent toute ingérence étrangère dans leur politique intérieure.

Vous mentionnez dans votre livre le nom de Wang Huning, secrétaire du Secrétariat général du parti, homme de l'ombre mais éminence grise de la ligne idéologique de la Chine. Quelle est son influence dans le récit nationaliste chinois?
Il est toujours resté en retrait. Mais j'ai remarqué qu'il y a deux semaines, il a rencontré les leaders du Kuomintang (principal parti d'opposition de Taïwan, favorable à un rapprochement avec la Chine, NDLR) pour discuter des élections organisées sur l'île l'année prochaine. Il a servi trois secrétaires généraux différents, ce qui est assez inhabituel pour un politicien chinois. Il est clairement considéré comme un grand penseur et un conseiller sur les grandes questions de stratégie.

Pour lui, le plus important, c'est le rôle continu du Parti communiste et la façon dont le pays s'adapte à toutes les pressions extérieures et économiques tout en maintenant le Parti au pouvoir. Il a réussi à voir assez loin dans l'avenir et réfléchit aux compromis à faire, par exemple sur le plan économique, ou, au contraire, au maintien d'une ligne dure sur la politique des minorités ethniques. C'est pour ça qu'il est fortement apprécié. On peut dire, oui, qu'il est le cerveau de l'idéologie chinoise.

Selon vous, le nationalisme chinois impose de considérer tous les Chinois vivant à l'étranger, quelle que soit leur orientation politique, comme faisant partie de la Chine. N'est-ce pas aussi une autre façon d'établir une influence chinoise au cœur même des pays étrangers?
Il faut avant tout considérer ces gens ayant une descendance chinoise comme étant à risque, en termes de droits humains, parce qu'ils peuvent subir des pressions de la part des autorités chinoises. Les voir tous comme des menaces potentielles pour la sécurité fait le jeu du gouvernement chinois qui utilise cette stigmatisation pour initier une loyauté entre ces personnes et la «mère patrie» et casser le lien qu'ils cultivent avec leur pays d'adoption. En résumé: assister à une réception organisée par l'ambassade de Chine n'est pas un crime.

Cela dit, l'attitude de gouvernement chinois à ce sujet a effectivement comme origine cette vue raciale qui dit que tous les Chinois vivant à l'étranger sont des fils ou filles de la patrie et qu'ils ont donc un devoir envers elle. Ce qui est un vrai problème. D'abord, parce que cela les place dans une situation difficile, particulièrement s'ils ont encore de la famille en Chine qui pourrait également être mise sous pression. Ensuite, parce que le Front uni (stratégie chinoise d'influence à l'intérieur et à l'extérieur du pays, NDLR) utilise ces connexions pour améliorer l'image du Parti. Nous devons absolument apprendre comment ce Front uni fonctionne et apprendre à voir la différence entre ce qui est un échange légitime entre deux pays et ce qui constitue une véritable interférence.

La police chinoise semble également intervenir de plus en plus pour traquer ses opposants au cœur même de certains pays...
Oui, il y a eu des cas, même en Belgique, d'agents chinois qui ont pratiqué certains types

© REUTERS

> Jeudi 9
Focus sur notre «sino-dépendance».

> Vendredi 10
Interview du sinologue Bill Hayton.

> Samedi 11
Interview de l'économiste Stephen Roach.

«Il faut avant tout considérer ces gens ayant une descendance chinoise comme étant à risque, en termes de droits humains, parce qu'ils peuvent subir des pressions de la part des autorités chinoises.»

«Avant 1942, la question de Taïwan n'était pas vraiment un problème en Chine. Ce n'est que durant la Seconde Guerre mondiale qu'elle est devenue un réel point de friction.»

«L'Invention de la Chine - 5.000 ans d'histoire»
Bill Hayton
Éditions Saint-Simon
316 pages, 23,90 euros

CV EXPRESS

> Diplômé de l'université de Cambridge.

> Journaliste au service international de BBC News.

> Membre associé du programme Asie Pacifique de Chatham House.

> Éditeur du journal académique Asian Affairs.

> «L'Invention de la Chine» est son 3e livre sur l'Asie.

d'espionnage. Nous ne pouvons pas faire comme si cela n'existait pas.

Taïwan n'a pas toujours été au centre des attentions chinoises. Comment le récit officiel a-t-il évolué au fil des ans?
La chose la plus incroyable que j'ai découverte dans mes recherches est qu'avant 1942, la question de Taïwan n'était pas vraiment un problème en Chine. L'île avait été cédée au Japon en 1895 dans le cadre de la fin de la guerre sino-japonaise, et la Chine n'avait jamais vraiment cherché à la récupérer. Ce n'est que durant la Seconde Guerre mondiale qu'elle est devenue un réel point de friction.

Il existe à Taïwan différentes couches de population: il y a d'abord la population autochtone qui était là avant l'immigration chinoise; il y a les gens qui sont arrivés au cours des XVIIIe et XIXe siècles, ayant des connexions avec ceux qui étaient de l'autre côté de la côte et parlant le hokkien, une langue côtière; enfin, vous avez la grande migration de gens qui sont arrivés après la guerre civile chinoise en 1949, qui parlaient mandarin. Ces divisions, vous pouvez encore les voir aujourd'hui dans la politique taïwanaise.

En fin de compte, c'est une question d'identité: plus le temps passe, moins il y a de connexions avec le continent, et plus ils regardent ce qui s'est passé à Hong Kong, moins ils seront susceptibles de penser que la réunification sera une bonne chose. D'un autre côté, ils sont tous conscients que toute tentative de déclarer l'indépendance déclencherait une réaction fulgurante de la Chine, et même une invasion massive. Tous les sondages d'opinion le montrent: les habitants de l'île se sentent de plus en plus Taïwanais, et ils veulent que le statu quo continue.

La seule option qu'a le monde, c'est d'essayer de garder cette situation incertaine le plus longtemps possible. L'accord récent des États-Unis avec les Philippines pour y établir de nouvelles bases militaires fait partie de cette politique de dissuasion envers la Chine vis-à-vis de Taïwan. Mais il y a d'autres signaux d'alerte. Nous avons aussi les élections l'année prochaine à Taïwan. Tous ces événements peuvent déclencher une forme ou l'autre de confrontation.

Autour de Taïwan, il y a la mer de Chine méridionale où les territoires entourés par la fameuse «ligne en neuf traits» sont aussi contestés. Comment cette ligne a-t-elle été dessinée?
Tout vient d'une série d'erreurs. L'histoire commence dans les années 1930. En fait, les Chinois ne se sont jamais vraiment intéressés à ces îles jusqu'à ce qu'ils se sentent humiliés par d'autres pays, Japon en tête. Puis est venue la France. Au cours des années 1930, elle a d'abord revendiqué les îles Paracels, dans le nord, puis les îles Spratleys au sud. Il ressort très clairement des documents gouvernementaux qu'à l'époque, le gouvernement chinois n'avait aucune idée de l'endroit où se trouvaient les îles Spratleys. Ce sont les Américains les premiers qui leur en ont parlé.

Ensuite, de manière complètement indépendante, un professeur de géographie chinois a publié son propre atlas des frontières de la Chine. Et décide lui-même quelles îles de la mer de Chine méridionale appartiennent à la Chine. L'ennui, c'est qu'il prend comme source d'inspiration une carte britannique – c'est en tout cas la seule explication que je puisse trouver. Sauf qu'il la comprend mal: il prend certains motifs de la carte pour des îles alors qu'en fait, ce ne sont que des zones de mer peu profonde. Il y en a trois: la Vanguard Bank près du Vietnam, la James Shoal près de Bornéo en Malaisie et la Seahorse Bank près des Philippines.

Le géographe les dessine sur sa carte en tant qu'îles, les colorie et trace ses lignes autour les déclarant frontières maritimes de la Chine. En faisant cela, il réclame rien de moins que des îles qui n'existent pas! Une erreur qui n'aurait eu que peu de conséquences puisqu'il n'était qu'un citoyen ordinaire, mais deux de ses étudiants ont ensuite été embauchés par le gouvernement chinois à la fin de la Seconde Guerre mondiale pour conseiller le gouvernement sur les îles qu'il devait revendiquer. Les étudiants n'ont fait que reprendre la carte de leur professeur. Aujourd'hui, vous voyez des navires de la Garde côtière chinoise patrouiller sur cette ligne. Parfois, ils s'arrêtent même sur ces îles non existantes et y jettent un morceau de béton pour y marquer la propriété de la Chine.

Compte tenu de cette réécriture de l'histoire pour y laisser croire à une nation et à un peuple vieux de 5.000 ans, comment voyez-vous évoluer le récit chinois dans l'avenir?
Ce qu'ils essaient de faire, avec un certain succès d'ailleurs, c'est d'isoler la population chinoise de la pensée critique du monde extérieur, en créant ce pare-feu numérique, en s'appuyant sur un équivalent chinois de Twitter et Facebook pour que les Chinois vivent dans leur propre écosystème d'informations sans être «contaminés» par les idées venant de l'étranger. Il y a aussi ces armées en ligne, les fameuses «brigades des 50 centimes» (commentateurs en ligne chargés de colporter des opinions favorables au Parti communiste chinois, NDLR), qui vont traquer et attaquer les idées dissidentes et toutes personnes qui tentent de les propager.

Il y a aussi la capacité de censure de l'État. On le voit, les autorités peuvent continuer à maintenir leur version de l'histoire. Et dénoncer ce qu'ils appellent le «nihilisme historique». Être accusé de ce nihilisme est un crime grave, en particulier si vous êtes un académique ou un journaliste. Ces cinq dernières années, l'espace pour développer des vues alternatives sur l'histoire ou pour mener une analyse critique sur les anciens dirigeants chinois s'est mis à complètement se refermer.